

## AGRESSIONS CONTRE LE CORPS MÉDICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

## Boudiaf promet de régler le problème

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière estime inconcevable que le personnel médical soit agressé. Boudiaf a annoncé, hier, une réunion avec le Premier ministre pour étudier le phénomène et trouver des solutions pour assurer la sécurité des médecins et des infirmiers.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - «Je n'accepterai jamais qu'un médecin, ou un infirmier ou n'importe quel autre personne qui veille pour assurer un service médical aux citoyens subisse des agressions», a averti hier le ministre de la Santé.

Boudiaf, qui intervenait lors d'une émission de la radio nationale l'a annoncé qu'une réunion est prévue prochainement avec le Premier ministre pour étudier ce phénomène. Des mesures nécessaires vont être dégagées pour assurer la sécurité des médecins et des infirmiers au sein des établissements hospitaliers.

Notamment le personnel assurant les gardes de nuit. Quelle est la nature des mesures en question et de quelle façon les établissements et centres de santé seront sécurisés ? On n'en saura

rien sur les détails pour le moment. Boudiaf qui n'a pas été relancé sur cette question a indiqué que son département a déjà recensé tous les cas ayant fait objet d'une agression.

A l'égard du corps médical qui va bénéficier, désormais, d'une meilleure protection, il dira «vous allez voir ce qui va changer dans les prochains jours».

Par ailleurs, l'invité de la radio est revenu sur les réalisations effectuées dans le secteur de la santé depuis son arrivée à la tête de ce département. A titre d'exemple, il cite l'amélioration de la prise en charge des malades atteints du cancer.

Après l'ouverture de centres anti-cancer dans les wilayas de Sétif, Batna, Annaba, Constantine et Blida, le secteur est en cours d'ouvrir des centres dans les



Abdelmalek Boudiaf.

wilayas de Tizi-Ouzou, Sidi-Abbès, Adrar, Tiemcen et Laghouat, dont chacun sera équipé de trois accélérateurs.

Le ministre prévoit, ainsi, de mettre fin au problème des délais de rendez-vous de radiothérapie après celui de la chimiothérapie. Les choses vont revenir à la nor-

male pour ces malades, promet le premier responsable du secteur. Le secteur qui sera prochainement doté d'une nouvelle loi a enregistré beaucoup d'avancées, selon le ministre de la Santé.

Mieux, l'Algérie, dit-il, deviendra le porte-parole de toute l'Afrique en matière de prévention

et de lutte contre les maladies transmissibles. La bataille est actuellement portée sur les maladies non transmissibles notamment le diabète. Le ministre qui a évoqué le sujet des cliniques privées a indiqué que des mécanismes doivent être mis en place afin de permettre aux patients de se soigner n'importe où.

«Il faut trouver des mécanismes qui permettraient aux patients de se soigner dans les cliniques privées de la même façon qu'ils sont soignés dans les structures hospitalières publiques», a indiqué le ministre. Boudiaf a déjà soulevé cette question et parmi les pistes pouvant mettre ce projet sur les rails, c'est d'établir des conventions entre la Cnas et les cliniques privées.

Pour le moment aucune démarche n'a été effectuée pour permettre l'accès des patients aux cliniques privées sans débours des sommes faramineuses.

S. A.

## SIDÉRURGIE

## Moments très difficiles au complexe d'El-Hadjar

**Le complexe sidérurgique d'El Hadjar vit présentement des moments très difficiles. Contrairement aux affirmations des officiels, notamment ceux d'Imetal pour une reprise de la production en ce mois de mai, sa situation actuelle proche du délaissement ne présage aucune relance de cette production, même dans les prochains mois.**

Pièce maîtresse de la zone chaude, le haut-fourneau n°2 devait être réhabilité à fin mars écoulé. Mais l'entreprise italienne Ferretti chargée de cette tâche s'est avérée, après plusieurs mois de présence sur site, incapable de le faire, selon des cadres nationaux de l'usine.

Aux dernières nouvelles, décision a été prise pour la faire remplacer par une autre entreprise basée en Belgique et dénommée Pirson. A ce jour, celle-ci n'a pas encore entamé les travaux. Et même si elle le fait dans les prochains jours, il faut des mois pour remettre en marche les machines des autres installations de production grippées depuis des mois.

Il faut dire que l'arrêt du haut-fourneau pour rénovation et par

conséquent l'arrêt total de la production depuis la fin de l'année 2015 a mis à mal cette entité industrielle qui frôle aujourd'hui la disparition si aucune mesure salutaire n'est prise rapidement pour y remédier, selon les mêmes cadres sidérurgistes nationaux.

Et pourtant, lors de sa visite en mars dernier à Annaba, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, confiant, sur la base des assurances qu'il avait reçues des managers du secteur des industries métallurgiques, avait incité les travailleurs et les représentants syndicaux du complexe à redoubler d'effort pour remettre l'usine en marche dans les délais impartis.

D'autant plus que l'Etat algérien avait consenti un milliard de

dollars pour réhabiliter toutes les installations de production. Il y avait également un prêt de 140 millions de dollars accordé du temps du partenaire indien par la Banque extérieure d'Algérie pour augmenter les capacités de production et qui n'aura, donc, servi à rien. Au lieu d'une augmentation de la production, celle-ci a chuté à moins de 300 000 tonnes en 2015 et la machine est aujourd'hui complètement hors service.

En septembre 2013, le gouvernement, dans une tentative d'éviter la faillite au complexe sidérurgique El Hadjar, avait décidé de racheter 21% des parts d'action sur les 70% détenues par le groupe ArcelorMittal qui n'avait depuis la signature du contrat de partenariat investi le moindre centime dans l'usine, il avait au contraire bénéficié de largesses.

Ainsi, outre une réduction des frais d'énergie et d'eau, il a pu intégrer dans son giron les mines de fer de l'Ouenza et de Boukhadra dans la wilaya de Tébessa, et



Le complexe est en arrêt total de la production.

ArcelorMittal Pipes and Tubes Alegria (AMPTA) ex-Tuberie Sans Soudure (TSS). S'il a consenti en octobre 2015 de se dégager entièrement de sa filiale algérienne au profit de l'Etat, il l'a fait uniquement sur le papier puisque son staff dirigeant est toujours en place avec les mêmes prérogatives d'avant la

cession de la totalité des actifs. Alors qu'à la même date, le ministre de l'Industrie, présent à la cérémonie, avait parlé d'un soutien technique uniquement. Mais dans les faits, le directeur général d'ArcelorMittal Algérie est toujours à son poste de commande.

A. Bouacha

PRÉCISIONS DE LA SOCIÉTÉ FENNEC LOGISTIC  
CONTRE L'ACHARNEMENT DONT ELLE FAIT L'OBJET

Il est parfois difficile d'expliquer certaines situations pour le moins incongrues dans le domaine des investissements à Béjaïa.

Ainsi, et au moment même où se tient dans cette wilaya un forum économique intitulé «port de Béjaïa, enjeux logistiques et perspectives» au campus d'Aboudou au cours duquel le P-dg du port a souligné l'importance de plateformes logistiques pour promouvoir et dynamiser l'investissement en général dans la région, ne voilà-t-il pas que l'APC où se tient ce forum, a décidé de démolir un site loué par notre société et qui devait servir à la création d'une plateforme logistique participant ainsi au désengorgement du port et à la

création d'emplois tout en générant des recettes fiscales pour la commune.

Le président d'APC de Tala Hamza a fondé son arrêté de démolition du 3 mai 2016 sur une décision de justice rendue publique le 28 avril 2016, décision prise en l'absence des représentants de notre société, laquelle a introduit un recours en référé auprès du tribunal le 28 avril 2016, recours notifié le jour même au président d'APC.

Mais sans attendre la décision du tribunal suite à ce recours, Monsieur le président d'APC s'est précipité pour démolir le mur d'enceinte érigé pourtant après avoir respecté toute la procédure réglementaire en la

matière, à savoir; location du terrain par acte notarié auprès de la famille BELLABES en août 2014, demande de permis de construire introduite auprès de l'APC de Tala Hamza en septembre 2014, dépôt de complément de dossier exigé par l'APC en octobre 2014, début de construction du mur d'enceinte en février 2015 soit 100 jours après le dépôt du dossier, et ce, en présence d'un huissier de justice.

Alors qu'est-ce qui motive l'acharnement sans précédent du président d'APC de Tala Hamza à s'opposer à l'implantation d'un projet économique dans sa localité ? La question est posée.